

**BUREAU METROPOLITAIN DU
LUNDI 18 MARS 2024**

NOMBRE D'ELUS METROPOLITAINS EN EXERCICE : 16 QUORUM : 9		
PRESENTS	REPRESENTES	ABSENTS
13	0	3
OBJET DE LA DECISION N° 24/156 PROTOCOLE TRANSACTIONNEL - MAITRISE D'ŒUVRE DE LA GALERIE NOCART A HYERES - AUTORISATION DE SIGNATURE		

Le Bureau Métropolitain de la Métropole TOULON PROVENCE MEDITERRANEE régulièrement convoqué, a été assemblé sous la présidence de Monsieur Jean-Pierre GIRAN.

PRESENTS :

M. Thierry ALBERTINI, Mme Hélène ARNAUD-BILL, M. Robert BENEVENTI, Mme Nathalie BICAIS, M. Robert CAVANNA, M. Jean-Pierre GIRAN, M. Arnaud LATIL, M. Cheikh MANSOUR, Mme Josée MASSI, M. Jean-Louis MASSON, M. Ange MUSSO, M. Francis ROUX, M. Hervé STASSINOS.

ABSENTS :

Mme Geneviève LEVY, M. Jean-Sébastien VIALATTE, M. Gilles VINCENT.

DÉCISION MÉTROPOLITAINE

N° 24/156

BUREAU DU 18 MARS 2024

**O B J E T : PROTOCOLE TRANSACTIONNEL - MAITRISE
D'ŒUVRE DE LA GALERIE NOCART A HYERES -
AUTORISATION DE SIGNATURE**

LE BUREAU MÉTROPOLITAIN,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment les articles L5217-1, L5211-1 et L2121-22-1,

VU le décret n°2017-1758 en date du 26 décembre 2017 portant création de la Métropole Toulon Provence Méditerranée,

VU le marché public n°19MRL47-19647 – Maîtrise d'oeuvre de la galerie Nocart et suppression du risque d'effondrement des structures notifié le 1^{er} août 2019 à la société SUEZ CONSULTING - SAFEGE,

VU l'avenant n°1 relatif à l'adaptation du programme initial, fixation du coût définitif des travaux et du forfait définitif de rémunération pour le lot technique n°1, notifié le 9 octobre 2019 ayant entraîné une augmentation du montant global du marché, + 7.54 % tous lots confondus,

VU l'avenant n°2 relatif à l'adaptation du programme initial, fixation du coût définitif des travaux et du forfait définitif de rémunération pour le lot technique n°2 ayant entraîné une nouvelle augmentation du marché, + 39.87 %, tous lots confondus,

VU le Cahier de Clauses Administratives Générales en matière pour les prestations intellectuelles dans sa version 2009, et plus particulièrement, de l'article 33, résiliation pour motif d'intérêt général,

VU la Décision Président n°23/938 relative à la résiliation du marché de maîtrise d'œuvre en date du 12/10/2023 fixant les modalités de résiliation sous réserve de la bonne prise en compte des missions complémentaires réalisées en 2022 et août 2023 réglées via un protocole transactionnel,

VU le protocole d'accord transactionnel et ses 3 annexes, ci-joints,

CONSIDERANT que des missions complémentaires non référencées au marché n°19MRL47-19647 ont été réalisées en 2022 et 2023 à la demande du maître d'ouvrage,

CONSIDERANT que ces missions complémentaires représentent un montant total de 36 100 € HT et concernent les 3 prestations suivantes :

- Mission complémentaire 1 : reprise de conception hydraulique des études préalables pour un montant de 14 400 € HT,
- Mission complémentaire 2 : adaptation des études géotechniques pour un montant de 12 500 € HT,
- Mission complémentaire 3 : actualisation de l'étude avant-projet (AVP) pour un montant de 9 200,00 € HT,

CONSIDERANT que le marché n°19MRL47-19647 – Maîtrise d'oeuvre de la galerie Nocart et suppression du risque d'effondrement des structures, notifié le 1^{er} août 2019 à la société SUEZ CONSULTING – SAFEGE a été résilié pour motif d'intérêt général,

CONSIDERANT l'absence de possibilité de régularisation de ces dépenses supplémentaires au travers du marché public désormais résilié, qui liait la Métropole TPM à la société SUEZ CONSULTING - SAFEGE, et afin d'éviter tout différend dans le paiement des sommes pour lesquelles la société SUEZ CONSULTING - SAFEGE est éligible,

CONSIDERANT l'acceptation par la société SUEZ CONSULTING - SAFEGE du projet du protocole transactionnel en date du 31 octobre 2023,

Et après en avoir délibéré,

DECIDE

ARTICLE 1

D'ADOPTER l'exposé ci-dessus.

ARTICLE 2

D'APPROUVER les termes du protocole transactionnel et ses 3 annexes.

ARTICLE 3

D'AUTORISER Monsieur le Président de la Métropole TPM à signer le protocole transactionnel.

ARTICLE 4

DE DIRE que la somme de 36 100 € HT sera versée au bénéfice de la société SUEZ CONSULTING – SAFEGE. Cette dépense sera imputée sur le budget principal de la Métropole TPM sur l'opération 24009, article 2315.

Ainsi fait et délibéré les jours, ou mois et ans que dessus.
Pour extrait certifié conforme au registre.

Fait à Toulon, le 18 mars 2024

Jean-Pierre GIRAN

Président de la Métropole
Toulon Provence Méditerranée

POUR 13
CONTRE 0
ABSTENTION 0

PROTOCOLE D'ACCORD TRANSACTIONNEL

Entre les soussignés :

LA METROPOLE TOULON PROVENCE MEDITERRANEE

En sa qualité d'Entité adjudicatrice destinataire finale du rendu de la mission,
Située 107 Boulevard Henri Fabre CS 30356 - 83 041 TOULON CEDEX 9

Représentée par son Président, **Jean-Pierre GIRAN**

*Ci-après la « **Métropole Toulon Provence Méditerranée** »*

Et :

SUEZ CONSULTING - SAFEGE

Direction Déléguée France Sud & Outre-Mer

Aix Métropole Bât D

30, Avenue Malacrida

13 100 AIX EN PROVENCE

*Ci-après « **SUEZ CONSULTING – SAFEGE** »*

Ensemble, les « Parties » ou, individuellement, la « Partie »

Préalablement, il est rappelé ce qui suit :

La Métropole Toulon Provence Méditerranée a conclu avec la société SUEZ CONSULTING – SAFEGE un marché n°19MRL47-19647 de Maîtrise d'œuvre de la galerie Nocart et suppression du risque d'effondrement des structures. Il a été notifié le 01/08/2019.

Ce présent marché de maîtrise d'œuvre a été passé en urgence suite à l'effondrement partiel de la galerie dite Nocart. Ce marché de maîtrise d'œuvre a été structuré en deux lots techniques :

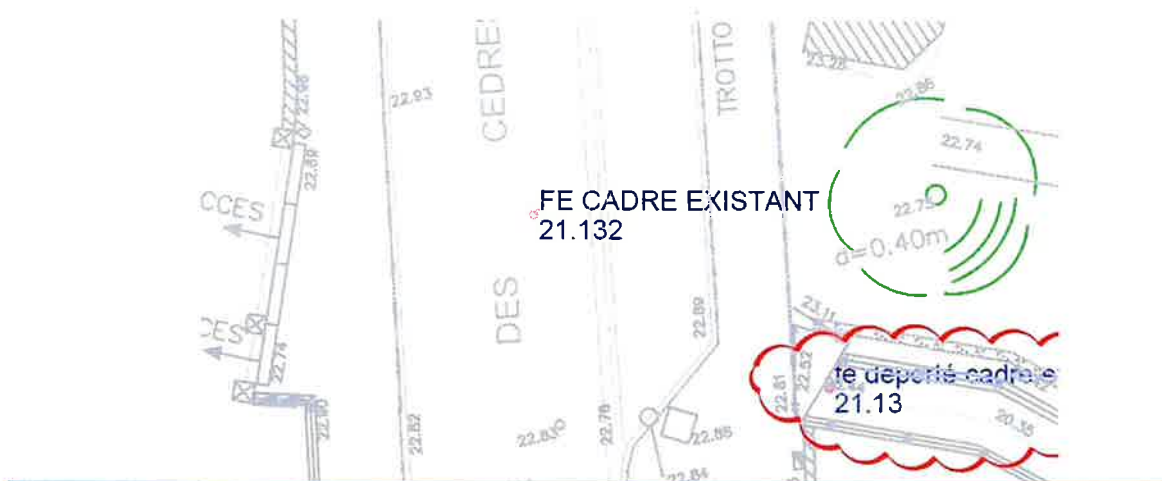
- Le lot 1 : ayant pour objet de concevoir et mettre en œuvre une solution technique permettant de maintenir l'écoulement de la galerie Nocart en cours d'effondrement
- Le Lot 2 : ayant pour objet de concevoir et mettre en œuvre un réseau complémentaire hydraulique permettant de rétablir la pleine capacité de drainage du secteur concerné.

Face à l'absence de possibilité de régularisation de cette problématique au travers du marché public qui liait la Métropole à la société SUEZ CONSULTING SAFEGE, et afin d'éviter tout différend dans le paiement des sommes pour lesquelles SUEZ CONSULTING SAFEGE est éligible, le présent protocole a pour objectif de régulariser les missions complémentaires réalisées en urgence à la demande du maître d'ouvrage dans le cadre de l'exécution du lot 2 « Etude et suivi sécurisation hydraulique : rétablissement de la capacité de drainage » du fait deux événements imprévisibles identifiés lors de la phase de préparation des travaux.

a) Evènement imprévisibles N°1 : Erreur Topographique OPSIA

Une erreur topographique de plus de 50 cm a été faite par le cabinet de géomètre expert Opsia prestataire topographique mandaté par la Métropole TPM. Cette erreur a été détectée lors d'une vérification par le géomètre de l'entreprise titulaire du présent marché de travaux, dans le cadre de la vérification des données d'entrée en début de période de préparation.

Cette erreur topographique est localisée au niveau du vallon existant, en aval du projet et entraîne des modifications importantes du projet nécessitant la reprise complète de la conception des



ouvrages par l'équipe de maîtrise d'œuvre. L'extrait de plan ci-après montre où l'erreur topographique a été faite (sortie du cadre entouré en rouge).

- b) Evènement imprévisibles N°2 : Résultats des études Géotechnique d'exécution G3 réalisées par l'entreprise titulaire du marché de travaux différents des résultats de l'étude de conception G2 PRO :

Une étude géotechnique de conception de type G2 PRO a été réalisée à la demande la métropole TPM par ERG Géotechnique. Cette étude a été remise à l'équipe de MOE missionnée pour concevoir les nouveaux ouvrages hydrauliques permettant de rétablir la pleine capacité de drainage de la zone concernée. Ces données géotechniques ont permis prescrivait un soutènement par blindage lourd descendu par havage, principe repris par l'équipe de MOE dans les missions de conception et dans le PRO/DCE joint au DCE Travaux. Le maître d'œuvre a logiquement conçu les ouvrages et le DCE technique sur la base des informations géotechniques contenues dans l'étude G2PRO.

Lors des opérations de préparations des travaux, des résultats différents ont été relevé par le BE géotechnique missionné par l'Ets titulaire du marché de travaux dans le cadre de la mission G3 (Etude d'exécution géotechniques). Ces différences proviennent notamment des résultats sur les sondages réalisés sur les fondations des habitations (dits avoisinants) situées dans le cône d'influence de la tranchée. Il ressort de ces sondages que les maisons sont fondées de façon très superficielle, ce qui augmente significativement le risque d'impact sur ces habitations et bâtiments lors des opérations de terrassement de la tranchée. Cette erreur soulevée remet totalement en question la conception des blindages descendus par havage figurant dans le PRO/DCE joint au marché de travaux.

En conclusion, ces deux séries d'erreurs détectées lors de la phase de préparation des travaux et non imputables à l'équipe de maîtrise d'œuvre ont remis totalement en question :

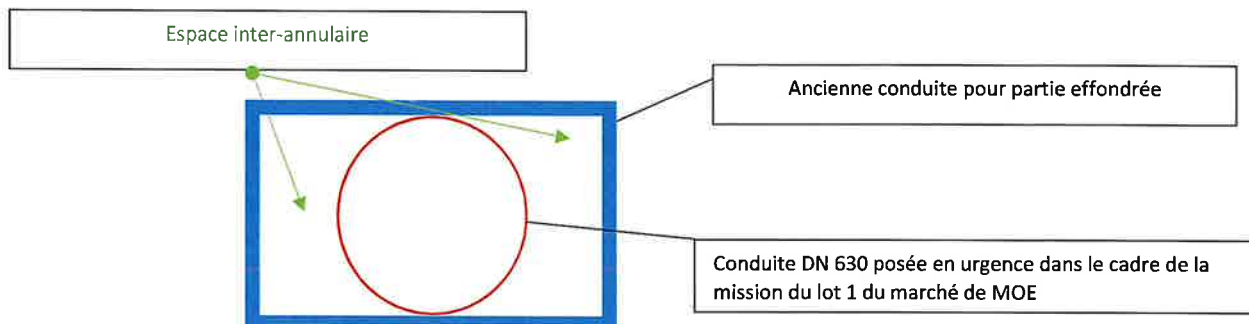
➤ **La conception des ouvrages hydrauliques au niveau :**

- des pentes disponibles pour le nouveau cadre hydraulique projeté et le profil en long de manière générale,
- des croisements avec les réseaux existants,
- du dimensionnement des cadres hydrauliques et notamment le ferrailage et béton de ces cadres.
- de la conception des blindages des fouilles nécessaires à la mise en œuvre de ces ouvrages.

➤ **Les opérations de travaux et les missions de réalisation associées du lot 2.**

A la lecture de ces événements et de l'urgence initiale de finaliser le confortement de la galerie de Nocart nouvellement tubée dans le cadre de la mission lot 1, trois décisions ont été prises par la Maîtrise d'ouvrage Métropole TPM :

- **Décision 1 – Finaliser le confortement de la galerie NOCART nouvellement tubée** dans le cadre de la mission lot 1 : à travers la réalisation des travaux non impactés par les erreurs topo et géotechniques permettant de finaliser le confortement de la galerie Nocart effondrée en 2019, par injection de coulis de béton, au niveau de l'espace inter-annulaire situé entre la canalisation DN 630 installée en urgence en 2019 et l'ancienne conduite béton et de procéder aux ajustements des missions d'exécution au montant des seuls travaux ayant pu être réalisés permettant de finaliser les travaux de confortement de la galerie effondrée en 2019.



- **Décision 2 : adapter l'ensemble des études préalables** aux erreurs Topographiques et géotechniques relevées
- **Décision 3 : reprendre la conception des ouvrages hydrauliques et les techniques de blindages associées de l'AVP**, par l'actualisation de l'AVP.

1- Impacts de ces décisions sur le lot 2 du marché de maîtrise d'œuvre : :

Les modifications introduites par les deux événements ci-dessus entraînent plusieurs impacts pour le lot 2 :

- La décision 1 de finaliser le confortement de la galerie NOCART, nécessite d'adapter le montant des missions d'exécution (DET, AOR et OPC) au montant réel des travaux permettant de finaliser le confortement de la galerie Nocart. Le montant définitif des travaux est de 308 000,00 € HT au lieu des 1 539 100,00 € HT arrêtés à l'issu de l'avenant 2. Ce point a été traité et réglé lors de la décision président n° 23/938 de résiliation du marché de maîtrise d'œuvre en date du 12/10/2023.
- La décision 2 d'adapter l'ensemble des études préalables aux erreurs topographiques et géotechniques relevées a nécessité la réalisation de deux missions complémentaires non prévu contrat :
 - Mission complémentaire 1, de reprise de conception hydraulique des études préalables pour un montant de 14 400,00 € HT ;
 - Mission complémentaire 2, d'adaptation des études géotechniques pour un montant de 12 500,00 € HT.
- La décision 3 de reprendre la conception des ouvrages hydrauliques et la conception des blindages nécessite de créer
 - Mission complémentaire 3, d'actualisation de l'AVP pour un montant de 9 200,00 € HT.

A la faveur de tout ce qui précède, la Métropole Toulon Provence Méditerranée et la société SUEZ CONSULTING – SAFEGE , ont convenu ce qui suit :

ARTICLE 1^{ER} – OBJET DU PRESENT PROTOCOLE

Le présent accord a pour objet de mettre un terme définitif, entre les parties signataires, au différend qui les oppose en indemnisant la société SUEZ-CONSULTING-SAFEGE pour les 3 missions complémentaires réalisées à la demande de la métropole TPM :

- Mission complémentaire 1, de reprise de conception hydraulique des études préalables pour un montant de 14 400,00 € HT ;
- Mission complémentaire 2, d'adaptation des études géotechniques pour un montant de 12 500,00 € HT.
- Mission complémentaire 3, d'actualisation de l'AVP pour un montant de 9 200,00 € HT.

Soit un total de 36 100,00 € HT.

Le Protocole est conclu de bonne foi entre les Parties.

ARTICLE 2 – CONCESSIONS RECIPROQUES

Sur la base de concession réciproques, la société a fixé le montant de la prestation à 36 100,00 € HT sans se référer au montant prévu au marché et se déclare libérer de ses droits indemnitaires et contractuels à l'égard de la Métropole qui accepte de verser cette somme.

ARTICLE 2-1- ENGAGEMENTS DE LA METROPOLE TOULON PROVENCE MEDITERRANEE

La Métropole Toulon Provence Méditerranée s'engage à s'acquitter du paiement de la somme valant solde de tout compte de 36 100,00 € HT (trente six mille cent euros hors taxe) au bénéfice de la société SUEZ CONSULTING - SAFEGE correspondant à :

- 14 400,00 € HT pour la réalisation de la mission complémentaire 1 de reprise de conception hydraulique des études préalables.
- 12 500,00 € HT pour la mission complémentaire 2 d'adaptation des études géotechniques.
- 9 200,00 € HT pour la réalisation de la mission complémentaire 3, d'actualisation de l'AVP.

ARTICLE 2-2 – ENGAGEMENTS DE LA SOCIETE SUEZ CONSULTING - SAFEGE

En contrepartie et sous réserve de la parfaite exécution des engagements de la Métropole Toulon Provence Méditerranée pris à l'article 2-1 ci-dessus, la société SUEZ CONSULTING - SAFEGE s'engage à renoncer à toutes réclamations, instances et actions, sur quelque fondement juridique que ce soit, actuelles ou futures à l'encontre de la Métropole Toulon Provence Méditerranée en relation avec les mentionnés dans le présent protocole.

ARTICLE 3 – INFORMATION ET RECONNAISSANCE DES PARTIES

Les Parties déclarent avoir disposé de tout le temps nécessaire pour étudier les termes du présent accord transactionnel.

Elles reconnaissent expressément avoir donné librement leur accord aux présentes, en toute connaissance de cause, après avoir pris tous avis autorisés qu'elles ont jugé appropriés.

Les Parties déclarent faire leur affaire personnelle de l'exécution des présentes pour ce qui les concerne et de leurs conséquences et dégagent le rédacteur d'acte de toute responsabilité à cet égard.

Les Parties déclarent, chacune pour ce qui la concerne, que leur consentement au présent protocole est libre et traduit leur volonté éclairée.

Elles reconnaissent avoir disposé d'un délai de réflexion suffisant pour apprécier l'étendue et les conséquences de cet accord librement négocié.

ARTICLE 4 – CARACTERE TRANSACTIONNEL DU PROTOCOLE – AUTORITE DE CHOSE JUGEE

Le présent protocole, qui constitue une transaction au sens de l'article 2044 du code civil, exprime l'intégralité des obligations des Parties à la date de sa signature. Chacune des Parties déclare n'avoir aucune autre prétention à émettre dans le cadre du règlement du présent litige. Les Parties renoncent mutuellement à toutes autres prétentions.

En conséquence, sous réserve de la parfaite exécution du présent protocole transactionnel, les Parties déclarent, de la manière la plus générale, au titre de leurs relations antérieures aux présentes et s'agissant de l'objet du différend réglé par le présent protocole, n'avoir plus aucune réclamation, de quelque nature que ce soit, les unes contre les autres et reconnaissent se trouver ainsi remplies de leurs droits pour l'ensemble des relations visées dans l'exposé des motifs du présent protocole transactionnel. Elles renoncent ainsi à saisir toute juridiction pour un litige lié au présent protocole transactionnel.

ARTICLE 5 – DECLARATIONS TERMINALES

Chacune des Parties déclare pour ce qui la concerne :

- (i) Connaître tous les faits sur lesquels porte le présent Protocole et ne pas avoir de réclamation à l'égard d'une autre Partie, autres que celles visées dans le présent Protocole et auxquelles elle renonce irrévocablement et définitivement aux termes des présentes ;
- (ii) Disposer d'ores et déjà des fonds nécessaires, en numéraire, à la bonne exécution des engagements de paiement qu'elle souscrit aux termes des présentes ;
- (iii) Avoir la capacité juridique requise pour signer le Protocole, sans assistance ou protection particulière légalement requise ;

(iv) Que toutes les autorisations nécessaires à la signature et à l'exécution des obligations qui découlent pour elle du Protocole ont été obtenues ;

(v) Que le Protocole a été dûment et valablement conclu par elle et les obligations et engagements qui en résultent pour elles sont juridiquement valables et lui sont opposables conformément à leurs termes.

ARTICLE 6 – PRISE D'EFFET DU PROTOCOLE

Le présent protocole transactionnel prend effet à la date de sa signature par la dernière des Parties signataires.

ARTICLE 7 – LITIGES

Tout litige tenant à l'exécution du Protocole relève de la compétence du Tribunal administratif de Toulon.

ARTICLE 8 – ANNEXES

ANNEXE N°1 : Décision Président n° 23/938 de la Métropole en date du 12/10/2023

ANNEXE N° 2 : RIB du compte bancaire

ANNEXE N° 3 : Mémoire de demande de rémunération de missions complémentaires du 12/09/2023.

Faits en deux exemplaires originaux,

SIGNATURES :


**Pour la société SUEZ CONSULTING -
SAFEGE**

Nom : Hubert SEMIOND

Qualité : Directeur de l'Agence PACA CORSE

Date : 31/10/2023

Signature :



**Pour le Président de la Métropole Toulon
Provence Méditerranée, Par délégation**

Nom : Didier GOUBÉ

Qualité : Directeur Général des Services
Techniques Territoires et Proximité

Date :

Signature :

N° DP 23/938

DECISION DU PRESIDENT

RESILIATION DU MARCHE 19MRL47 RELATIF A LA MAITRISE D'ŒUVRE DE LA GALERIE NOCART ET LA SUPPRESSION DE RISQUE D'EFFONDREMENT DES STRUCTURES

Le Président de la Métropole

VU le Code Général des Collectivités territoriales,

VU le Code de la Commande Publique,

VU le décret n°2017-1758 en date du 26 décembre 2017 portant création de la Métropole Toulon Provence Méditerranée,

VU la délibération n°23/05/078 du 4 mai 2023 portant délégations au Président et au Bureau,

VU le marché public n°19MRL47-19647 concernant la maîtrise d'oeuvre de la galerie Nocart à Toulon et la suppression de risque d'effondrement des structures notifié le 1^{er} août 2019 à la société SUEZ CONSULTING - SAFEGE,

VU l'avenant n°1 relatif à l'adaptation du programme initial, la fixation du coût définitif des travaux ainsi que du forfait définitif de rémunération pour le lot technique n°1, ayant entraîné une augmentation du montant global du marché + 7.54 % tous lots confondus,

VU l'avenant n°2 relatif à l'adaptation du programme initial, la fixation du coût définitif des travaux ainsi que du forfait définitif de rémunération pour le lot technique n°2, ayant entraîné une nouvelle augmentation du marché + 39.87 %, tous lots confondus,

VU le Cahier de Clauses Administratives Générales en matière pour les prestations intellectuelles et plus particulièrement son article 33 concernant la résiliation pour motif d'intérêt général,

CONSIDERANT que les erreurs topographiques et géotechniques détectées lors de la phase de préparation de chantier par le titulaire du marché de travaux, ne sont pas imputables au titulaire du marché de maîtrise d'oeuvre mais relève de la seule responsabilité des prestataires missionnés,

CONSIDERANT que ces erreurs entraînent une nouvelle augmentation du coût définitif des travaux et du forfait définitif de rémunération pour le lot technique n° 2, et ainsi une augmentation du marché de + 83% tous lots confondus,

CONSIDERANT que la Métropole Toulon Provence Méditerranée a donc souhaité résilier ce marché pour motif d'intérêt général conformément à l'article 33 du cahier des clauses administratives générales en matière de propriété intellectuelle et à l'article 9 du Cadre de lettre de commande valant Acte d'engagement du marché,

CONSIDERANT qu'au regard des dispositions précitées, en cas de résiliation pour motif d'intérêt général, le titulaire a droit à une indemnité correspondant à 5% calculée sur le montant HT des éléments de missions en cours d'exécution et non soldé,

CONSIDERANT que néanmoins le lot 2 a fait l'objet d'une exécution totale des éléments de mission de conception (PRE, AVP, PRO/DCE et étude de faisabilité) et d'une exécution partielle des éléments de missions d'exécution comme suit :

- VISA : 85% d'exécution
- DET : 20,007% d'exécution (% basé sur le montant réel des 1^{ers} travaux réalisés de préparations et dévoiement réalisés)
- AOR : 20,007% d'exécution (% basé sur le montant réel des 1^{ers} travaux réalisés de préparations et dévoiement réalisés)
- OPC : 20,007% d'exécution (% basé sur le montant réel des 1^{ers} travaux réalisés de préparations et dévoiement réalisés)

CONSIDERANT que dans ces conditions le montant de l'indemnité de 5 % du montant restant des éléments de missions VISA, DET, AOR, et OPC en cours d'exécution s'élève à 2 600,86 euros selon le calcul détaillé dans l'annexe ci-jointe,

CONSIDERANT que le taux d'exécution le total des acomptes versés pour les éléments de missions DET, AOR et OPC font l'objet d'un trop perçu de 1 534.77 € HT, et nécessite l'émission d'un titre de recette, comme détaillé dans l'annexe ci-jointe,

CONSIDERANT que par un courrier du 05/09/2023, le Titulaire a été informé de la résiliation de ce marché pour motif d'intérêt général à la demande de la Métropole TPM et que les missions complémentaires réalisées en 2022 et août 2023 seraient régler via un protocole transactionnel,

CONSIDERANT que le titulaire a indiqué qu'il acceptait les modalités de résiliation sous réserve de la bonne prise en compte des missions complémentaires réalisées en 2022 et août 2023 réglées via un protocole transactionnel,

D E C I D E

ARTICLE 1

DE RESILIER le marché public n° 19MRL47-19647 – Maîtrise d'oeuvre de la galerie Nocart et suppression du risque d'effondrement des structures pour motif d'intérêt général.

ARTICLE 2

D'APPROUVER le décompte de résiliation joint en annexe.

ARTICLE 3

DE DIRE que la somme de 2 600,86 euros correspondant à l'indemnité de résiliation sera payée au Groupe SUEZ CONSULTING - SAFEGE et imputée au budget de la Métropole Opération 24009 chapitre 11 fonction 734 article 658.

ARTICLE 4

DE DIRE qu'un titre de recette sera émis à l'encontre du Groupe SUEZ CONSULTING SAFEGE correspondant au trop perçu des missions en phase EXE de 1 534 ,77€HT soit 1 841,72 €TTC.

ARTICLE 5

DE DIRE que conformément à l'article R.421-5 du Code de Justice Administrative, qu'une requête peut être déposée devant le tribunal administratif de Toulon dans le délai de deux mois à compter de la réception de la présente décision et que cette requête peut être déposée de manière dématérialisée sur la plateforme télé-recours.

La présente Décision sera

- transmise à Monsieur le Préfet
- reproduite sur le Registre ouvert à cet effet
- affiché sur les panneaux destinés à cet effet
- communiquée sous forme de donner acte du Conseil Métropolitain lors de sa prochaine séance

Fait à Toulon, le

12 OCT. 2023

Jean-Pierre GIRAN

Président de la Métropole
Toulon Provence Méditerranée



Toulon, le 04 Septembre 2023

Direction Générale des Services

Valérie PAECHT
Directeur Général des Services

**Direction Générale des Services Techniques
Territoires et Proximité**

Didier GOUBÉ
Directeur Général des Services Techniques
Territoires et Proximité

Affaire suivie par :

Direction de la Prévention des Risques
Pierre GOYET

Contact : Laurent SANNIER

lsannier@metropoletpm.fr – Tél : 04.94.36.48.60

SUEZ CONSULTING - SAFEGE
Direction Déléguée France Sud &
Outre-Mer
Aix Métropole Bât D
30, Avenue Malacrida
13 100 AIX EN PROVENCE

RAR : 2C 116 452 2059 3

N/REF : DGSTTP/DPR/DG/PG/LS/ 23-4447

OBJET : Courrier d'intention de résiliation du Marché n°19MRL47-19647 – Maîtrise d'oeuvre de la galerie Nocart et suppression du risque d'effondrement des structures.

PJ : 1

Monsieur,

La métropole Toulon Provence Méditerranée (MTPM) vous informe de son intention de procéder à la résiliation pour motif d'intérêt général du marché n° 19MRL47-19647 – Maîtrise d'oeuvre de la galerie Nocart et suppression du risque d'effondrement des structures, qui vous a été notifié le 01/08/2019 en application de l'article 9 du Cadre de lettre de commande valant Acte d'engagement du marché (joint en PJ) et des dispositions des articles 33 et 34 du Cahier des Clauses Administratives Générales Prestations intellectuelles (CCAG – PI) de 2009.

En effet, la nouvelle augmentation du coût définitif des travaux établie suites aux erreurs topographiques et géotechniques détectées lors de la phase préparation de chantier par le titulaire du marché de travaux, ne peut-être intégrée du fait d'une augmentation trop significative du montant du marché + 83 %.

Ces évolutions de l'opération n'étant imputables ni à l'équipe de maîtrise d'oeuvre, ni au maître d'ouvrage, MTPM a donc choisi de résilier le marché pour motif d'intérêt général. Part conséquent, une indemnité de correspondant à 5 % des éléments de mission ayant connu un début d'exécution vous sera versée.

Dans ce cadre, nous vous prions de bien vouloir trouver, en pièce-jointe du présent courrier, un projet de décompte de résiliation, lequel reprend l'ensemble des sommes dues au titre de l'article 34 du CCAG PI, et qui devra nous être retourné sous 8 jours à compter de la réception de courrier de résiliation afin de le valider ou de nous faire part de toutes observations utiles.

Au-delà de ce délai, le document sera réputé accepté et MTPM procédera à la résiliation définitive du marché qui nous lie.

.../...

Concernant les trois missions complémentaires réalisées à la demande du maître d'ouvrage relative à la gestion de l'erreur topographique, la nouvelle G2 PRO et l'actualisation de l'AVP, ces missions ne peuvent être intégrées au sein d'un avenant.

Afin de pouvoir procéder au paiement des sommes qui nous incombent dans le cadre de ces missions, ces dernières feront l'objet d'un protocole transactionnel qui vous sera transmis parallèlement à la procédure de résiliation.

Ce document sera établi conjointement par MTPM et vos services.

Les services de MTPM, chargés de cette opération, restent à votre disposition pour tous renseignements que vous jugeriez nécessaires.

Je vous prie de croire, Monsieur, à l'assurance de mes sentiments les meilleurs.

Pour le Président,
Par délégation

Didier GOUBÉ
Directeur Général des Services Techniques
Territoires et Proximité



FICHE DE CALCUL MOE NOCART - RESILIATION

N° MARCIE :
19647
N° Corrélation
Libellé :
N° de l'opération :
01-a00-19

MOE pour la sécurisation de la galerie Nocart et suppression du risque d'effondrement des structures

LOT TECHNIQUE		1		2	
		Marché Initial	Avant 1	Marché Initial	Après Versé - lot Tech 1
Co des travaux		200 000,00 €	282 387,00 €	900 000,00 €	
Montant HT de l'opération		25 000,00 €	36 710,31 €	153 900,00 €	
Taxe d'abonnement					
Éléments de mission					
PRE		25,00%	13,00%	12,00%	10,00%
PRO/DCE		28,00%	28,00%	14,00%	14,00%
VSA		10,00%	10,00%	14,00%	14,00%
DET		22,00%	32,00%	20,00%	20,00%
AOR		5,00%	5,00%	5,00%	5,00%
Total mission légal		26 000,00 €	36 710,31 €	108 000,00 €	153 900,00 €
Étude faisabilité		4 000,00 €	4 000,00 €	4 000,00 €	4 000,00 €
Total HT		30 000,00 €	40 710,31 €	112 000,00 €	157 900,00 €
TVA 20%		6 000,00 €	8 142,06 €	22 400,00 €	31 582,00 €
Total TTC		36 000,00 €	48 852,37 €	134 400,00 €	189 482,00 €
Rente à facturer dans le lot technique					
Total HT		142 000,00 €			
TVA 20%		28 400,00 €			
Total TTC		170 400,00 €			
Rente à facturer dans le lot technique					
Total HT		152 710,31 €			
TVA 20%		30 542,06 €			
Total TTC		183 252,37 €			
Rente à facturer dans le lot technique					
Total HT		198 620,31 €			
TVA 20%		39 724,06 €			
Total TTC		238 344,37 €			
Rente à facturer dans le lot technique					
Total HT		1 514,77 €			
TVA 20%		302,95 €			
Total TTC		1 817,72 €			
Rente à facturer dans le lot technique					
Total HT		1 514,77 €			
TVA 20%		302,95 €			
Total TTC		1 817,72 €			

LOT TECHNIQUE		1		2	
		Marché Initial	Avant 1	Marché Initial	Après Versé - lot Tech 1
Co des travaux		200 000,00 €	282 387,00 €	900 000,00 €	
Montant HT de l'opération		25 000,00 €	36 710,31 €	153 900,00 €	
Taxe d'abonnement					
Éléments de mission					
PRE		25,00%	13,00%	12,00%	10,00%
PRO/DCE		28,00%	28,00%	14,00%	14,00%
VSA		10,00%	10,00%	14,00%	14,00%
DET		22,00%	32,00%	20,00%	20,00%
AOR		5,00%	5,00%	5,00%	5,00%
Total mission légal		26 000,00 €	36 710,31 €	108 000,00 €	153 900,00 €
Étude faisabilité		4 000,00 €	4 000,00 €	4 000,00 €	4 000,00 €
Total HT		30 000,00 €	40 710,31 €	112 000,00 €	157 900,00 €
TVA 20%		6 000,00 €	8 142,06 €	22 400,00 €	31 582,00 €
Total TTC		36 000,00 €	48 852,37 €	134 400,00 €	189 482,00 €
Rente à facturer dans le lot technique					
Total HT		142 000,00 €			
TVA 20%		28 400,00 €			
Total TTC		170 400,00 €			
Rente à facturer dans le lot technique					
Total HT		152 710,31 €			
TVA 20%		30 542,06 €			
Total TTC		183 252,37 €			
Rente à facturer dans le lot technique					
Total HT		198 620,31 €			
TVA 20%		39 724,06 €			
Total TTC		238 344,37 €			
Rente à facturer dans le lot technique					
Total HT		1 514,77 €			
TVA 20%		302,95 €			
Total TTC		1 817,72 €			
Rente à facturer dans le lot technique					
Total HT		1 514,77 €			
TVA 20%		302,95 €			
Total TTC		1 817,72 €			

DECOMPTÉ DE RESULTATION

N° MARCHÉ :
N° Corrélis
Libellé :
Nomenclature :

19 MAR 47
19647
MOE pour la sécurisation de la galerie Noant et suppression du risque d'effondrement des structures
01 août 19

LOT TECHNIQUE		1		2		3		4		5		6		7		8		9		10		11		12		13		14		15		16		17		18		19		20		21		22		23		24		25		26		27		28		29		30		31		32		33		34		35		36		37		38		39		40		41		42		43		44		45		46		47		48		49		50		51		52		53		54		55		56		57		58		59		60		61		62		63		64		65		66		67		68		69		70		71		72		73		74		75		76		77		78		79		80		81		82		83		84		85		86		87		88		89		90		91		92		93		94		95		96		97		98		99		100		101		102		103		104		105		106		107		108		109		110		111		112		113		114		115		116		117		118		119		120		121		122		123		124		125		126		127		128		129		130		131		132		133		134		135		136		137		138		139		140		141		142		143		144		145		146		147		148		149		150		151		152		153		154		155		156		157		158		159		160		161		162		163		164		165		166		167		168		169		170		171		172		173		174		175		176		177		178		179		180		181		182		183		184		185		186		187		188		189		190		191		192		193		194		195		196		197		198		199		200		201		202		203		204		205		206		207		208		209		210		211		212		213		214		215		216		217		218		219		220		221		222		223		224		225		226		227		228		229		230		231		232		233		234		235		236		237		238		239		240		241		242		243		244		245		246		247		248		249		250		251		252		253		254		255		256		257		258		259		260		261		262		263		264		265		266		267		268		269		270		271		272		273		274		275		276		277		278		279		280		281		282		283		284		285		286		287		288		289		290		291		292		293		294		295		296		297		298		299		300		301		302		303		304		305		306		307		308		309		310		311		312		313		314		315		316		317		318		319		320		321		322		323		324		325		326		327		328		329		330		331		332		333		334		335		336		337		338		339		340		341		342		343		344		345		346		347		348		349		350		351		352		353		354		355		356		357		358		359		360		361		362		363		364		365		366		367		368		369		370		371		372		373		374		375		376		377		378		379		380		381		382		383		384		385		386		387		388		389		390		391		392		393		394		395		396		397		398		399		400		401		402		403		404		405		406		407		408		409		410		411		412		413		414		415		416		417		418		419		420		421		422		423		424		425		426		427		428		429		430		431		432		433		434		435		436		437		438		439		440		441		442		443		444		445		446		447		448		449		450		451		452		453		454		455		456		457		458		459		460		461		462		463		464		465		466		467		468		469		470		47
---------------	--	---	--	---	--	---	--	---	--	---	--	---	--	---	--	---	--	---	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	----	--	-----	--	-----	--	-----	--	-----	--	-----	--	-----	--	-----	--	-----	--	-----	--	-----	--	-----	--	-----	--	-----	--	-----	--	-----	--	-----	--	-----	--	-----	--	-----	--	-----	--	-----	--	-----	--	-----	--	-----	--	-----	--	-----	--	-----	--	-----	--	-----	--	-----	--	-----	--	-----	--	-----	--	-----	--	-----	--	-----	--	-----	--	-----	--	-----	--	-----	--	-----	--	-----	--	-----	--	-----	--	-----	--	-----	--	-----	--	-----	--	-----	--	-----	--	-----	--	-----	--	-----	--	-----	--	-----	--	-----	--	-----	--	-----	--	-----	--	-----	--	-----	--	-----	--	-----	--	-----	--	-----	--	-----	--	-----	--	-----	--	-----	--	-----	--	-----	--	-----	--	-----	--	-----	--	-----	--	-----	--	-----	--	-----	--	-----	--	-----	--	-----	--	-----	--	-----	--	-----	--	-----	--	-----	--	-----	--	-----	--	-----	--	-----	--	-----	--	-----	--	-----	--	-----	--	-----	--	-----	--	-----	--	-----	--	-----	--	-----	--	-----	--	-----	--	-----	--	-----	--	-----	--	-----	--	-----	--	-----	--	-----	--	-----	--	-----	--	-----	--	-----	--	-----	--	-----	--	-----	--	-----	--	-----	--	-----	--	-----	--	-----	--	-----	--	-----	--	-----	--	-----	--	-----	--	-----	--	-----	--	-----	--	-----	--	-----	--	-----	--	-----	--	-----	--	-----	--	-----	--	-----	--	-----	--	-----	--	-----	--	-----	--	-----	--	-----	--	-----	--	-----	--	-----	--	-----	--	-----	--	-----	--	-----	--	-----	--	-----	--	-----	--	-----	--	-----	--	-----	--	-----	--	-----	--	-----	--	-----	--	-----	--	-----	--	-----	--	-----	--	-----	--	-----	--	-----	--	-----	--	-----	--	-----	--	-----	--	-----	--	-----	--	-----	--	-----	--	-----	--	-----	--	-----	--	-----	--	-----	--	-----	--	-----	--	-----	--	-----	--	-----	--	-----	--	-----	--	-----	--	-----	--	-----	--	-----	--	-----	--	-----	--	-----	--	-----	--	-----	--	-----	--	-----	--	-----	--	-----	--	-----	--	-----	--	-----	--	-----	--	-----	--	-----	--	-----	--	-----	--	-----	--	-----	--	-----	--	-----	--	-----	--	-----	--	-----	--	-----	--	-----	--	-----	--	-----	--	-----	--	-----	--	-----	--	-----	--	-----	--	-----	--	-----	--	-----	--	-----	--	-----	--	-----	--	-----	--	-----	--	-----	--	-----	--	-----	--	-----	--	-----	--	-----	--	-----	--	-----	--	-----	--	-----	--	-----	--	-----	--	-----	--	-----	--	-----	--	-----	--	-----	--	-----	--	-----	--	-----	--	-----	--	-----	--	-----	--	-----	--	-----	--	-----	--	-----	--	-----	--	-----	--	-----	--	-----	--	-----	--	-----	--	-----	--	-----	--	-----	--	-----	--	-----	--	-----	--	-----	--	-----	--	-----	--	-----	--	-----	--	-----	--	-----	--	-----	--	-----	--	-----	--	-----	--	-----	--	-----	--	-----	--	-----	--	-----	--	-----	--	-----	--	-----	--	-----	--	-----	--	-----	--	-----	--	-----	--	-----	--	-----	--	-----	--	-----	--	-----	--	-----	--	-----	--	-----	--	-----	--	-----	--	-----	--	-----	--	-----	--	-----	--	-----	--	-----	--	-----	--	-----	--	-----	--	-----	--	-----	--	-----	--	-----	--	-----	--	-----	--	-----	--	-----	--	-----	--	-----	--	-----	--	-----	--	-----	--	-----	--	-----	--	-----	--	-----	--	-----	--	-----	--	-----	--	-----	--	-----	--	-----	--	-----	--	-----	--	-----	--	-----	--	-----	--	-----	--	-----	--	-----	--	-----	--	-----	--	-----	--	-----	--	-----	--	-----	--	-----	--	-----	--	-----	--	-----	--	-----	--	-----	--	-----	--	-----	--	-----	--	-----	--	-----	--	-----	--	-----	--	-----	--	-----	--	-----	--	-----	--	-----	--	-----	--	-----	--	----



CREATING CYCLES. FOR LIFE.



Aix en Provence, le 12/09/2023

Expéditeur : Hubert SEMIOND

Réf. JBA/MJA/2023/19MAX100/9006-L

Objet : Observations relatives au courrier d'intention de résiliation du Marché n°19MRL47-19647

Métropole Toulon Provence

M. Didier GOUBE

Directeur Général des Services

Techniques

Hôtel de la Métropole

107 Boulevard Henri Fabre – CS 30536

83041 TOULON Cedex 9

Monsieur le Directeur Général des Services Techniques,

Nous avons reçu le 6 septembre 2023 votre courrier RAR 2C 116 452 2059 3 précisant votre intention de résiliation du Marché n°19MRL47-19647, relatif à notre mission de maîtrise d'œuvre pour la sécurisation de la galerie Nocart et la suppression du risque d'effondrement des structures à Hyères.

Nous acceptons les modalités de résiliation de notre marché selon votre proposition détaillée dans la fiche de calculs jointe à votre courrier, sous réserve de la prise en compte des missions complémentaires réalisées entre septembre 2022 et aout 2023, qui seront réglées via un protocole transactionnel, comme vous le proposez :

- Mission complémentaire 1 (reprise de conception hydraulique) : 14 400 € HT
- Mission complémentaire 2 (échanges géotechniques) : 12 500 € HT
- Mission complémentaire 3 (actualisation des études) : 9 200 € HT
- Soit un total de 36 100 € HT

Nous vous remettons en pièce jointe à ce courrier notre mémoire de demande de rémunération relatif à ces missions complémentaires.

Veuillez recevoir, Monsieur le Directeur, nos respectueuses salutations

Hubert SEMIOND

Directeur de l'agence PACA CORSE



Pièce jointe : Mémoire de demande de rémunération

09
2023

Sécurisation hydraulique : rétablissement de la capacité de drainage de la Sauvette à Hyères

Mémoire de demande de rémunération de missions complémentaires



Version : 1

Date : 12 Septembre 2023

JAUMAUX Marion

Visa : ROBERT Sylvain



Mémoire de demande de rémunération de missions complémentaires
Sécurisation hydraulique : rétablissement de la capacité de drainage de la Sauvette à Hyères

Sommaire

1	..... Rappel du contexte	2
1.1	Erreur topographique.....	2
1.2	Géotechnique.....	3
1.3	Echanges techniques et financiers.....	3
2	..... Travail supplémentaire pour Suez Consulting	4
2.1	Reprise de la conception hydraulique.....	4
2.2	Echanges géotechniques en phase préparatoire	5
2.3	Actualisation des études de conception (PRO-DCE)	5
3	..... Conclusion.....	6

1 RAPPEL DU CONTEXTE

1.1 Erreur topographique

Une erreur topographique de plus de 50 cm a été faite par Opsia, prestataire topo ayant réalisé le fond initial du marché de travaux de la sécurisation hydraulique de la Sauvette à Hyères les Palmiers pour le compte de TPM.

Cette erreur a été détectée lors d'une vérification par le géomètre de l'entreprise Guintoli sur demande du maître d'œuvre Suez Consulting, dans le cadre de la vérification des données d'entrée en début de période de préparation.

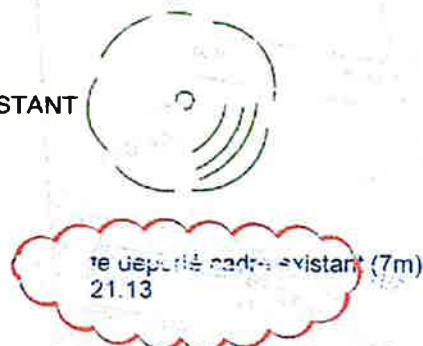
Cette erreur topographique est localisée au niveau du vallon, en aval du projet. Il s'est avéré que le vallon est plus haut d'environ 50 cm par rapport à ce qui avait été mesuré initialement. Cette erreur a de multiples conséquences :

Elle remet en question la conception qui a été faite au DCE :

- Conception hydraulique,
- Profil en long du pluvial,
 - ⇒ Modification notamment des modalités de raccordement dans la zone aval sur Allées cèdres bleus,
- Etc...

L'extrait de plan ci-après montre où l'erreur topographique a été faite (sortie du cadre entourée en rouge).

FE CADRE EXISTANT
21.132



Mémoire de demande de rémunération de missions complémentaires

Sécurisation hydraulique : rétablissement de la capacité de drainage de la Sauvette à Hyères

1.2 Géotechnique

Lors des études de conception, une étude géotechnique G2 PRO a été réalisée par ERG pour le compte de TPM. Cette étude prescrit un soutènement par blindage lourd descendu par havage. Suez Consulting a suivi cette prescription géotechnique importante dans l'élaboration du DCE.

L'entreprise Guintoli a établi son offre technique et financière sur la base des informations géotechniques contenues dans l'étude G2PRO jointe au DCE.

Au moment de la préparation du chantier, dans le cadre de ses études d'exécution et de la mission G3, l'entreprise a réalisé des sondages au droit de maisons riveraines sur la rue Lazarine, en amont direct du carrefour rue Lazarine / allées des cèdres bleus. Ces sondages ont montré que les maisons étaient fondées très superficiellement, ce qui augmente significativement le risque d'impact sur les bâtiments lors du terrassement de la tranchée.

L'étude G3 met en avant le risque inhérent à la technique du havage, du fait que le blindage ne peut être descendu que par passes successives entrecoupées de phases de terrassement. Dans ces phases transitoires le fond de la tranchée n'est pas blindé. Il peut alors se produire des éboulements / glissements de matériaux qui pourraient entraîner des désordres sur les habitations avoisinantes.

1.3 Echanges techniques et financiers

Les résultats des sondages ont incité l'entreprise Guintoli à proposer une autre solution de soutènement afin de maîtriser le risque de désordres. La technique proposée est une paroi de soutènement réalisée à l'aide de micropieux ou de pieux.

Après plusieurs réunions et échanges d'informations, ERG a indiqué lors d'un avis géotechnique dans le cadre de la mission G4, que la technique des pieux allait en effet dans le sens de la sécurité, compte tenu des éléments découverts lors des sondages complémentaires.

Les différents intervenants ont été rapidement confronté à une problématique du coût supplémentaire engendré par cette technique de soutènement par rapport à la solution initiale du DCE. Sans certitude d'aboutir, l'entreprise a arrêté la production de ses études d'exécution (y compris G3). La définition de la solution géotechnique tout comme son impact financier sont donc restés à l'état d'ébauche, avec une volonté de diminuer au minimum le linéaire concerné par la modification de soutènement afin d'en limiter l'impact financier (et donc éventuellement d'augmenter le risque d'une dégradation par ailleurs).

La demande de rémunération complémentaire de l'entreprise pour cette modification de soutènement atteint environ 400 000 euros, ce qui représente 37% du montant de travaux.

Cette demande de rémunération complémentaire n'est pas la première, eu égard à une erreur topographique décelée au démarrage du chantier ; et risque encore d'évoluer puisque les études géotechniques de la nouvelle solution ne sont pas finalisées.

La maîtrise d'œuvre a analysé la demande de rémunération complémentaire et proposé une rémunération revue à la baisse en fonction des éléments cadre du marché (prix unitaire de l'entreprise, acte d'engagement, sous-détail de prix, ...).

Mémoire de demande de rémunération de missions complémentaires

Sécurisation hydraulique : rétablissement de la capacité de drainage de la Sauvette à Hyères

Lors d'une réunion tripartite (Maître d'ouvrage / Maître d'œuvre / Entreprise) ; l'entreprise a indiqué son souhait de résilier le marché pour cause de modification majeure des travaux à réaliser. Ce souhait a été accepté par la maîtrise d'œuvre et la maîtrise d'ouvrage.

Cela implique :

- La clôture du marché de l'entreprise selon l'état d'avancement actuel et les modalités de clôture prévue dans le CCAG Travaux et les pièces contractuelles du marché
- La reprise de l'étude géotechnique G2-PRO afin de tenir compte des informations sur les fondations superficielles des bâtis
- La reprise du PRO et du DCE en fonction des nouvelles conclusions de la G2-PRO et la mise à jour du montant estimé des travaux

2 TRAVAIL SUPPLEMENTAIRE POUR SUEZ CONSULTING

Nous détaillons ci-dessous le travail supplémentaire réalisé par le maître d'œuvre depuis le mois de septembre 2022.

2.1 Reprise de la conception hydraulique

Une fois le plan topographique corrigé, Suez Consulting a procédé à la reprise de la conception hydraulique du projet avec pour conséquences :

- L'analyse des éléments qui ont été impactés par l'erreur topo : hydraulique, profil en long modifié, conduites existantes impactés, etc...
- La réalisation d'une nouvelle étude hydraulique, en fonction du nouveau profil en long (dénivelé diminué de plus de 50 cm sur le projet). Cette prestation a fait l'objet de la production d'un rapport qui a été envoyé à TPM le 17 octobre 2022.
- La tenue de réunions avec l'entreprise Guintoli (soit des réunions organisées spécifiquement, soit des temps de réunion supplémentaires lors des réunions de chantier), ainsi que la rédaction des comptes rendu en découlant.

Par la suite, la mission DET a également été impactée pour Suez Consulting sur les sujets suivants :

- L'instruction des demandes financières de l'entreprise, en coordination avec la maîtrise d'ouvrage : réunions, vérifications des prix nouveaux (mémoire justificatif / sous détail de prix nouveau),
- La replanification des travaux pour s'adapter à ces nouvelles contraintes : maintien des dévoiements de réseaux, puis démobilisation de l'entreprise (ordres de service, etc ...).

Le temps passé relatifs à ces reprises d'études et échanges sont :

- Analyse des éléments impactés par l'erreur topographique : 2 j de chef de projet
- Reprise de l'étude hydraulique : 0,7 j de directeur de projet (cadrage général), 0,65 j d'expert hydraulicien (retour sur historique, expertise), 1,5 j de chef de projet (coordination, fourniture des données d'entrées) et 3,5 j d'ingénieur hydraulicien (modélisation hydraulique)

Mémoire de demande de rémunération de missions complémentaires

Sécurisation hydraulique : rétablissement de la capacité de drainage de la Sauvette à Hyères

- Réunions spécifiques, réunions supplémentaires, compte-rendu : 4 j de chef de projet
- Instruction des demandes financières de l'entreprise, vérifications des prix : 3 j de chef de projet
- Replanification des travaux pour s'adapter aux nouvelles contraintes (maintien des dévoiements réseaux, démobilisation entreprise...) : 1 j de chef de projet

Cela amène donc un total de :

- 11.5 jours de chef de projet
- 3.5 jours d'ingénieur hydraulicien
- 1.35 jours au total de directeur de projet et expert hydraulicien

Soit un impact financier de 14 400 euros HT.

2.2 Echanges géotechniques en phase préparatoire

Les conclusions des sondages sur fondations des bâtis ont entraîné :

- Un travail supplémentaire de conception (notamment faire en sorte de minimiser la largeur des tranchées afin de sortir au maximum des ZIG),
- Des réunions sur site et par Teams supplémentaires avec le géotechnicien G4 (ERG), le maître d'ouvrage TPM et l'entreprise Guintoli,
- Des analyses financières supplémentaires (sous détail de prix des pieux, etc...)
- Des visas de plans supplémentaires (plans des pieux etc...),

Le temps passé relatifs à ces missions sont :

- Conception / réunions supplémentaires : 6 j de chef de projet
- Analyses financières / justificatif des prix nouveaux : 4 j de chef de projet / 1 j de directeur de projet,
- Visa plans supplémentaires : 3 jours de projeteur

Soit un impact financier de 12 500 € HT.

2.3 Actualisation des études de conception (PRO-DCE)

La reprise du PRO-DCE à la demande des services de la Métropole TPM implique de nouveaux échanges avec le géotechnicien en charge de la G2 PRO, puis la reprise du PRO et la mise à jour des pièces du DCE : les plans et les métrés, les CCTP, l'estimation prévisionnelle financière, le DQE et le BPU, le planning travaux.

Le temps passé pour ces reprises s'évalue à :

- Echanges géotechniques : 2 j de chef de projet / 1 j de directeur de projet

Mémoire de demande de rémunération de missions complémentaires
Sécurisation hydraulique : rétablissement de la capacité de drainage de la Sauvette à Hyères

- Pièces écrites : 3 j de chef de projet / 2 jours de projeteur
- Pièces graphiques : 1 j de chef de projet / 3 jours de projeteur

Soit un impact financier de 9 200 € HT.

3 CONCLUSION

Au vu du déroulement du projet, nous demandons une rémunération complémentaire qui s'établit à 36 100 € HT.

- Reprise de la conception hydraulique = 14 400 € HT
- Echanges géotechniques supplémentaires en phase préparatoire = 12 500 € HT
- Actualisation des études PRO DCE = 9 200 € HT

09
2023

Sécurisation hydraulique : rétablissement de la capacité de drainage de la Sauvette à Hyères

Mémoire de demande de rémunération de missions complémentaires



CONSULTING

SUEZ CONSULTING
Avenue Emmanuel Pontremoli bât F1
06 200 Nice

Agence de Nice

SAFEGE SAS - SIÈGE SOCIAL
Parc de l'Île - 15/27 rue du Port
92022 NANTERRE CEDEX
www.safege.com

Version : 1

Date : 12 Septembre 2023

JAUMAUX Marion

Visa : ROBERT Sylvain



Mémoire de demande de rémunération de missions complémentaires
Sécurisation hydraulique : rétablissement de la capacité de drainage de la Sauvette à Hyères

Sommaire

1	..... Rappel du contexte	2
1.1	Erreur topographique	2
1.2	Géotechnique	3
1.3	Echanges techniques et financiers	3
2	..... Travail supplémentaire pour Suez Consulting	4
2.1	Reprise de la conception hydraulique	4
2.2	Echanges géotechniques en phase préparatoire	5
2.3	Actualisation des études de conception (PRO-DCE)	5
3	..... Conclusion	6

1 RAPPEL DU CONTEXTE

1.1 Erreur topographique

Une erreur topographique de plus de 50 cm a été faite par Opsia, prestataire topo ayant réalisé le fond initial du marché de travaux de la sécurisation hydraulique de la Sauvette à Hyères les Palmiers pour le compte de TPM.

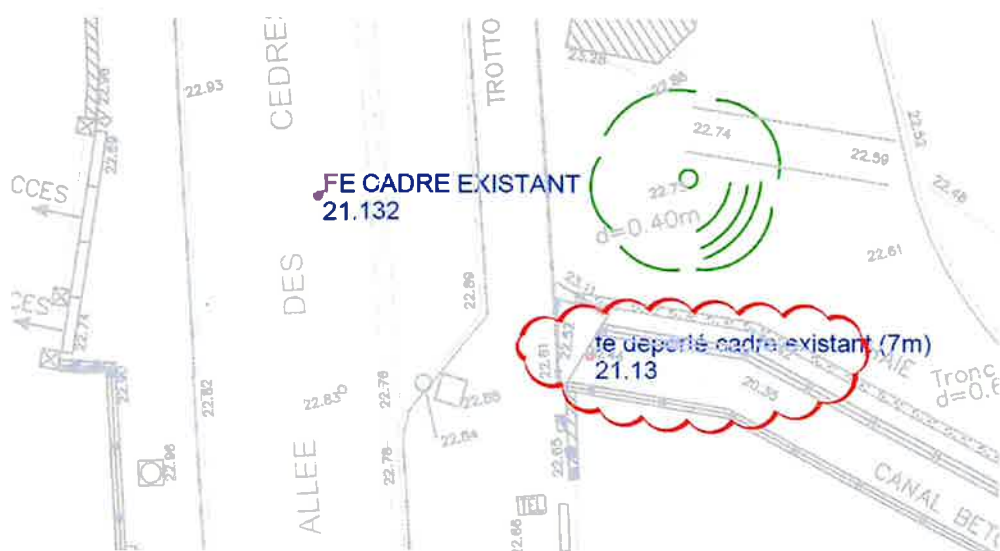
Cette erreur a été détectée lors d'une vérification par le géomètre de l'entreprise Guintoli sur demande du maître d'œuvre Suez Consulting, dans le cadre de la vérification des données d'entrée en début de période de préparation.

Cette erreur topographique est localisée au niveau du vallon, en aval du projet. Il s'est avéré que le vallon est plus haut d'environ 50 cm par rapport à ce qui avait été mesuré initialement. Cette erreur a de multiples conséquences :

Elle remet en question la conception qui a été faite au DCE :

- Conception hydraulique,
- Profil en long du pluvial,
 - ⇒ Modification notamment des modalités de raccordement dans la zone aval sur Allées cèdres bleus,
- Etc...

L'extrait de plan ci-après montre où l'erreur topographique a été faite (sortie du cadre entourée en rouge).



Mémoire de demande de rémunération de missions complémentaires

Sécurisation hydraulique : rétablissement de la capacité de drainage de la Sauvette à Hyères

1.2 Géotechnique

Lors des études de conception, une étude géotechnique G2 PRO a été réalisée par ERG pour le compte de TPM. Cette étude prescrit un soutènement par blindage lourd descendu par havage. Suez Consulting a suivi cette prescription géotechnique importante dans l'élaboration du DCE.

L'entreprise Guintoli a établi son offre technique et financière sur la base des informations géotechniques contenues dans l'étude G2PRO jointe au DCE.

Au moment de la préparation du chantier, dans le cadre de ses études d'exécution et de la mission G3, l'entreprise a réalisé des sondages au droit de maisons riveraines sur la rue Lazarine, en amont direct du carrefour rue Lazarine / allées des cèdres bleus. Ces sondages ont montré que les maisons étaient fondées très superficiellement, ce qui augmente significativement le risque d'impact sur les bâtiments lors du terrassement de la tranchée.

L'étude G3 met en avant le risque inhérent à la technique du havage, du fait que le blindage ne peut être descendu que par passes successives entrecoupées de phases de terrassement. Dans ces phases transitoires le fond de la tranchée n'est pas blindé. Il peut alors se produire des éboulements / glissements de matériaux qui pourraient entraîner des désordres sur les habitations avoisinantes.

1.3 Echanges techniques et financiers

Les résultats des sondages ont incité l'entreprise Guintoli à proposer une autre solution de soutènement afin de maîtriser le risque de désordres. La technique proposée est une paroi de soutènement réalisée à l'aide de micropieux ou de pieux.

Après plusieurs réunions et échanges d'informations, ERG a indiqué lors d'un avis géotechnique dans le cadre de la mission G4, que la technique des pieux allait en effet dans le sens de la sécurité, compte tenu des éléments découverts lors des sondages complémentaires.

Les différents intervenants ont été rapidement confronté à une problématique du coût supplémentaire engendré par cette technique de soutènement par rapport à la solution initiale du DCE. Sans certitude d'aboutir, l'entreprise a arrêté la production de ses études d'exécution (y compris G3). La définition de la solution géotechnique tout comme son impact financier sont donc restés à l'état d'ébauche, avec une volonté de diminuer au minimum le linéaire concerné par la modification de soutènement afin d'en limiter l'impact financier (et donc éventuellement d'augmenter le risque d'une dégradation par ailleurs).

La demande de rémunération complémentaire de l'entreprise pour cette modification de soutènement atteint environ 400 000 euros, ce qui représente 37% du montant de travaux.

Cette demande de rémunération complémentaire n'est pas la première, eu égard à une erreur topographique décelée au démarrage du chantier ; et risque encore d'évoluer puisque les études géotechniques de la nouvelle solution ne sont pas finalisées.

La maîtrise d'œuvre a analysé la demande de rémunération complémentaire et proposé une rémunération revue à la baisse en fonction des éléments cadre du marché (prix unitaire de l'entreprise, acte d'engagement, sous-détail de prix, ...).

Mémoire de demande de rémunération de missions complémentaires

Sécurisation hydraulique : rétablissement de la capacité de drainage de la Sauvette à Hyères

Lors d'une réunion tripartite (Maître d'ouvrage / Maître d'œuvre / Entreprise) ; l'entreprise a indiqué son souhait de résilier le marché pour cause de modification majeure des travaux à réaliser. Ce souhait a été accepté par la maîtrise d'œuvre et la maîtrise d'ouvrage.

Cela implique :

- La clôture du marché de l'entreprise selon l'état d'avancement actuel et les modalités de clôture prévue dans le CCAG Travaux et les pièces contractuelles du marché
- La reprise de l'étude géotechnique G2-PRO afin de tenir compte des informations sur les fondations superficielles des bâtis
- La reprise du PRO et du DCE en fonction des nouvelles conclusions de la G2-PRO et la mise à jour du montant estimé des travaux

2 TRAVAIL SUPPLEMENTAIRE POUR SUEZ CONSULTING

Nous détaillons ci-dessous le travail supplémentaire réalisé par le maître d'œuvre depuis le mois de septembre 2022.

2.1 Reprise de la conception hydraulique

Une fois le plan topographique corrigé, Suez Consulting a procédé à la reprise de la conception hydraulique du projet avec pour conséquences :

- L'analyse des éléments qui ont été impactés par l'erreur topo : hydraulique, profil en long modifié, conduites existantes impactées, etc...
- La réalisation d'une nouvelle étude hydraulique, en fonction du nouveau profil en long (dénivelé diminué de plus de 50 cm sur le projet). Cette prestation a fait l'objet de la production d'un rapport qui a été envoyé à TPM le 17 octobre 2022.
- La tenue de réunions avec l'entreprise Guintoli (soit des réunions organisées spécifiquement, soit des temps de réunion supplémentaires lors des réunions de chantier), ainsi que la rédaction des comptes rendu en découlant.

Par la suite, la mission DET a également été impactée pour Suez Consulting sur les sujets suivants :

- L'instruction des demandes financières de l'entreprise, en coordination avec la maîtrise d'ouvrage : réunions, vérifications des prix nouveaux (mémoire justificatif / sous détail de prix nouveau),
- La replanification des travaux pour s'adapter à ces nouvelles contraintes : maintien des dévoiements de réseaux, puis démobilisation de l'entreprise (ordres de service, etc ...).

Le temps passé relatifs à ces reprises d'études et échanges sont :

- Analyse des éléments impactés par l'erreur topographique : 2 j de chef de projet
- Reprise de l'étude hydraulique : 0,7 j de directeur de projet (cadre général), 0,65 j d'expert hydraulicien (retour sur historique, expertise), 1,5 j de chef de projet (coordination, fourniture des données d'entrées) et 3,5 j d'ingénieur hydraulicien (modélisation hydraulique)

Mémoire de demande de rémunération de missions complémentaires

Sécurisation hydraulique : rétablissement de la capacité de drainage de la Sauvette à Hyères

- Réunions spécifiques, réunions supplémentaires, compte-rendu : 4 j de chef de projet
- Instruction des demandes financières de l'entreprise, vérifications des prix : 3 j de chef de projet
- Replanification des travaux pour s'adapter aux nouvelles contraintes (maintien des déviements réseaux, démobilisation entreprise...) : 1 j de chef de projet

Cela amène donc un total de :

- 11.5 jours de chef de projet
- 3.5 jours d'ingénieur hydraulicien
- 1.35 jours au total de directeur de projet et expert hydraulicien

Soit un impact financier de 14 400 euros HT.

2.2 Echanges géotechniques en phase préparatoire

Les conclusions des sondages sur fondations des bâtis ont entraîné :

- Un travail supplémentaire de conception (notamment faire en sorte de minimiser la largeur des tranchées afin de sortir au maximum des ZIG),
- Des réunions sur site et par Teams supplémentaires avec le géotechnicien G4 (ERG), le maître d'ouvrage TPM et l'entreprise Guintoli,
- Des analyses financières supplémentaires (sous détail de prix des pieux, etc...)
- Des visas de plans supplémentaires (plans des pieux etc...),

Le temps passé relatifs à ces missions sont :

- Conception / réunions supplémentaires : 6 j de chef de projet
- Analyses financières / justificatif des prix nouveaux : 4 j de chef de projet / 1 j de directeur de projet,
- Visa plans supplémentaires : 3 jours de projeteur

Soit un impact financier de 12 500 € HT.

2.3 Actualisation des études de conception (PRO-DCE)

La reprise du PRO-DCE à la demande des services de la Métropole TPM implique de nouveaux échanges avec le géotechnicien en charge de la G2 PRO, puis la reprise du PRO et la mise à jour des pièces du DCE : les plans et les métrés, les CCTP, l'estimation prévisionnelle financière, le DQE et le BPU, le planning travaux.

Le temps passé pour ces reprises s'évalue à :

- Echanges géotechniques : 2 j de chef de projet / 1 j de directeur de projet

Mémoire de demande de rémunération de missions complémentaires

Sécurisation hydraulique : rétablissement de la capacité de drainage de la Sauvette à Hyères

- Pièces écrites : 3 j de chef de projet / 2 jours de projeteur
- Pièces graphiques : 1 j de chef de projet / 3 jours de projeteur

Soit un impact financier de 9 200 € HT.

3 CONCLUSION

Au vu du déroulement du projet, nous demandons une rémunération complémentaire qui s'établit à 36 100 € HT.

- Reprise de la conception hydraulique = 14 400 € HT
- Echanges géotechniques supplémentaires en phase préparatoire = 12 500 € HT
- Actualisation des études PRO DCE = 9 200 € HT